



CS 30001
Avenue de la Côte de Nacre
14033 CAEN Cedex 9

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**
n° 2025-13 du 20/01/2025

Etabli en application de l'article R2132-1 du Code de la commande publique

Objet : Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie, des équipements de désenfumage et des asservissements associés du site Côte de Nacre du CHU Caen Normandie

SOMMAIRE

1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1 ACHETEUR	4
1.2 TITULAIRE	4
1.3 CO-TRAITANCE	4
1.4 SOUS-TRAITANCE	4
2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	4
2.1 OBJET.....	4
2.2 FORME.....	4
2.3 ACCORD CADRE.....	5
2.4 DECOMPOSITION EN LOTS	5
2.5 DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	5
3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	5
4. DURÉE DU MARCHÉ.....	6
5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION	6
5.1 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
5.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
5.3 PERIODES D'INTERVENTION ET DELAIS D'EXECUTION.....	7
5.4 CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES.....	7
6. CONDITIONS D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	9
6.1 NATURE DES OPERATIONS.....	9
6.2 FRAIS DE VERIFICATION.....	9
6.3 PRESENCE DU TITULAIRE	9
7. PREVENTION DES RISQUES AMIANTE (LOT 1)	9
8. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION	10
8.1 FORME DES PRIX	10
8.2 PRIX DE REGLEMENT.....	10
8.3 CLAUDE DE BUTOIR.....	11
9. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES.....	11
9.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	11
9.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
9.3 MODE DE REGLEMENT.....	12
9.4 COMPTABLE ASSIGNATAIRE	13
10. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	13
10.1 AVANCE	13
10.2 RETENUE DE GARANTIE	13
11. PENALITES.....	13
12. GARANTIE	14
13. DISPOSITIONS DIVERSES	14
13.1 EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	14
13.2 MODIFICATION DU MARCHE	14
13.3 ASSURANCES	15
13.4 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION	15
13.5 NOTIFICATION ELECTRONIQUE	15
13.6 OBLIGATION DE CONSEIL	15
13.7 OBLIGATION DE RESULTAT	15
14. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT	15

14.1	CAS DE RESILIATION.....	15
14.2	INDEMNITE DE RESILIATION	16
14.3	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	16
15.	RECOURS AU MARCHE SIMILAIRE.....	16
16.	RÈGLEMENT DES LITIGES.....	17
17.	VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE	17
18.	DÉROGATIONS AU CCAG / FCS	17

1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Acheteur

Le Centre Hospitalier Universitaire de Caen Normandie (CHU Caen Normandie) est désigné ci-après le pouvoir adjudicateur, il est représenté par le directeur de l'établissement.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le directeur des Ressources Matérielles est l'interlocuteur du titulaire.

1.2 Titulaire

Le prestataire ou son mandataire dont l'offre a été retenue est désigné par le terme « titulaire ».

1.3 Co-traitance

Conformément à l'article L2142-22 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

1.4 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions prévues par l'article 3.6 du CCAG / FCS.

Les relations avec le sous-traitant sont régies par les dispositions les articles R2193-3 3 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Seule de la sous-traitance de rang 1 est autorisée.

Le titulaire ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché et en demeure responsable.

Il est tenu de communiquer au CHU Caen Normandie le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, lorsque la demande lui en est faite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire (article 41 du CCAG / FCS).

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent **la maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie, des équipements de désenfumage et des asservissements associés du site Côte de Nacre du CHU Caen Normandie** et définissent les modalités juridiques en vertu desquelles les prestations sont réalisées.

Les prestations comprennent :

- Les maintenances préventives et correctives des équipements concourant à la sécurité incendie,
- La mise à dispositions d'une astreinte 24h/24h, 7jours/7
- La formation du personnel du CHU Caen Normandie, impliqué dans la sécurité incendie, à la connaissance, à l'usage et à la manipulation des installations maintenues par le titulaire (environ, 50 personnes/an).

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2 Forme

Le marché est passé par le CHU Caen Normandie, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 19 janvier 2009 publié Journal Officiel du 19 mars 2009.

- ☒ Appel d'offres ouvert (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres restreint (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure avec négociation (article L2124-3 du Code de la commande publique)
- ☐ Dialogue compétitif (article L2124-4 du Code de la commande publique)

☐ Marché à procédure adaptée (article L2123-1 du Code de la commande publique).

2.3 Accord cadre

☒ S'agissant de la maintenance corrective, il s'agit de conclure un accord-cadre mono-attributaire, avec un minimum et un maximum fixé en valeur, comme suit :

N° Lot	2025		2026		2027	
	Minimum HT	Maximum HT	Minimum HT	Maximum HT	Minimum HT	Maximum HT
Lot 1	150 000 €	262 500 €	200 000 €	350 000 €	200 000 €	350 000 €
Lot 2	22 500 €	27 000 €	30 000 €	50 000 €	30 000 €	50 000 €

2.4 Décomposition en lots

La prestation est décomposée en 2 lots, comme suit :

➤ Lot 1 (présence possible d'amiante) :

Typologie de bâtiment	Désignation du Bâtiment
IGH	Tour/Galette
ERP	FEH
	Pauséome
	Modulaire
BUP	Poste 20
	Poste 30
	Bâtiment sécurité

➤ Lot 2 :

Typologie de bâtiment	Désignation du Bâtiment
IGH	CUSD
ERP	CUMR
	Esquirol
	Médecine du sport/Syndicats
BUP	BBR
	LPA
	Parking P12
	SESAM
	SAMU

2.5 Décomposition en tranches

Sans objet

3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé ;
- 2) Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire ;
- 3) Le bordereau des prix unitaires ;
- 4) Le présent CCAP ;
- 5) Le CCTP et ses annexes (plan de site, locaux mis à disposition, prestation de visite annuelle, obligations liées au risque amiante) ;
- 6) Les échanges questions réponses ;
- 7) La réponse technique du titulaire, dont le cadre de note méthodologique et les plannings SSI lot 1 et lot 2, fournis dans le DCE, dûment complétés.
- 8) Le CCAG / FCS .

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

L'original du marché est conservé dans les archives du CHU Caen Normandie et fait seul foi.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

4. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet au **1^{er} avril 2025**, ou à la date de réception de la notification si cette dernière est postérieure, **jusqu'au 31 décembre 2025**. Il sera tacitement reconductible par 2 périodes de 12 mois, jusqu'au 31 décembre 2027.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général du CHU Caen Normandie. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU Caen Normandie. La date de notification est la date de l'accusé de réception de cet envoi.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur du CHU Caen Normandie dans les plus brefs délais.

Les prestations commencent à s'exécuter à deux dates différentes, comme suit :

Numéro de lot	Typologie de bâtiment	Désignation du Bâtiment	Début d'exécution des prestations	
			Date d'effet du marché	1 ^{er} janvier 2026
Lot 1	IGH	Tour/Galette	X	
	ERP	FEH	X	
		Pauséome	X	
		Modulaire		X
	BUP	Poste 20	X	
		Poste 30	X	
		Bâtiment sécurité		
Lot 2	IGH	CUSD	X	
	ERP	CUMR		X
		Esquirol		X
		Médecine du sport/Syndicats		X
	BUP	BBR	X	
		LPA	X	
		Parking P12	X	
		SESAM	X	
		SAMU		X

5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 Lieu d'exécution des prestations

Les équipements et installations concernés par le présent marché sont situés sur le site de Côte de Nacre : avenue Côte de Nacre, à Caen

5.2 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables telles que visées au CCTP).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi que les plans de prévention propres au CHU Caen Normandie.

5.3 Périodes d'intervention et délais d'exécution

5.3.1 Maintenance préventive

La période d'intervention de la maintenance préventive des installations est normalement effectuée, sauf indication motivée par le CHU Caen Normandie, du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 6h00 à 21h00.

A titre dérogatoire, et afin de maintenir la continuité de l'activité de soins, le titulaire prévoit, d'intervenir exceptionnellement, de nuit ou en horaires décalés, de 21h00 à 6h00, sur les équipements situés dans les zones suivantes :

- blocs opératoires, services réanimation, services à activités spécifiques ne pouvant être arrêtées ou gênées (radio isotopes, cuisines, self...).

5.3.2 Maintenance corrective :

- maintenance corrective urgente (cf. CCTP)

La période d'intervention de maintenance corrective urgente est celle de l'astreinte : 24h/24h et 7j/7j, jours fériés inclus.

A réception de la demande d'intervention, le titulaire dispose d'un délai de 4 heures calendaires, pour intervenir.

Le délai de remise en service est de 4 heures calendaires à compter de l'intervention.

Si le temps d'indisponibilité est supérieur 8 heures, le titulaire, après accord du CHU, met en œuvre, à sa charge, les mesures compensatoires pour assurer la continuité du service, soit par l'installation d'équipements provisoires, soit par la mise à disposition d'agents qualifiés SSIAP1 pour assurer la sécurité incendie jusqu'à la réparation définitive des organes impactés.

Chaque intervention entraîne la rédaction d'un compte-rendu, transmis au CHU, au plus tard, à 9h00 le matin suivant l'incident.

Les demandes d'intervention de maintenance corrective sont formulées selon les modalités définies par le titulaire dans son offre (courriel, plate-forme, etc....) et conformément aux préconisations du CCTP.

- maintenance corrective non urgente (cf. CCTP)

La période d'intervention des interventions de maintenance corrective non urgentes est identique à celle de la maintenance préventive (cf. 5.3.1 ci-dessus).

Les interventions de maintenance corrective non urgentes, telles que définies au CCTP, peuvent faire l'objet d'un devis, suivi d'un bon de commande dans les conditions ci-dessous.

5.4 Conditions d'exécution des bons de commandes

Pour chaque bon de commande, la procédure est la suivante :

1. émission d'une demande de devis par le CHU,
2. émission d'un devis par le titulaire, sous 8 jours calendaires, à compter de la demande ou de la visite sur site, le cas échéant,
3. examen du devis par le CHU
4. notification du bon de commande par le CHU
5. exécution des prestations par le titulaire,
6. procès verbal de réception à transmettre impérativement au CHU

5.4.1 Emission d'une demande de devis par le CHU

Le CHU Caen Normandie initie la procédure de commande en adressant au titulaire une demande de devis visant le marché et précisant :

- la description détaillée des prestations attendues
- le lieu d'exécution des prestations

- la date de commencement et le délai d'exécution des prestations,
- le délai imparti au titulaire pour remettre son devis,
- le référent du CHU désigné pour l'opération.

Une demande de devis du CHU ne pourra en aucun cas être considérée comme constituant un quelconque engagement.

5.4.2 Devis du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre fournit au CHU, dans un délai de 8 jours, à compter de la demande, un devis précisant, notamment :

- les modalités techniques (équipe dédiée à l'exécution des prestations, identité des préposés) et financières de son intervention,
- le planning de réalisation des prestations

Les conditions financières proposées ne peuvent pas déroger aux pièces du marché (prix unitaires).

5.4.3 Examen du devis et délai de réajustement

Au vu du devis reçu, le CHU se réserve le droit de demander au titulaire du marché d'y apporter des modifications et/ou de ne pas y donner suite, en totalité ou en partie.

5.4.4 Notification d'un bon de commande

Si le devis du titulaire est accepté, dans les conditions susdites, le CHU lui adresse un bon de commande, par courrier simple ou courriel, précisant :

- la référence du marché,
- la nature des prestations à exécuter,
- le lieu d'exécution des prestations,
- le montant HT,
- le montant TTC,
- la T.V.A.

5.4.5 Notification d'un bon de commande

Si le devis du titulaire est accepté, dans les conditions susdites, le CHU lui adresse un bon de commande, par courrier simple ou courriel, précisant :

- la référence du marché,
- la nature des prestations à exécuter,
- le lieu d'exécution des prestations,
- le montant HT,
- le montant TTC,
- la T.V.A.

5.4.6 Réception du bon de commande par le titulaire

A compter de la date de réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 8 jours ouvrés pour formuler des observations sur son contenu.

Ces observations peuvent, à l'initiative du CHU, donner lieu à une modification du bon de commande ou à un complément de celui-ci.

Passé ce délai de 8 jours, et s'il n'a pas émis d'observation, le titulaire est réputé avoir accepté, sans réserve, le bon de commande considéré.

5.4.7 Suspension / annulation des bons de commandes

Après émission du bon de commande, le CHU Caen Normandie conserve la faculté de le suspendre ou de l'annuler, pour des motifs de non exécutabilité de la commande du fait du titulaire. Il prend alors, à sa charge, les frais de prestations que le titulaire aura pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si celui-ci produit les justificatifs afférents.

6. CONDITIONS D'ADMISSION DES PRESTATIONS

6.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

- Les opérations de vérification quantitative consistent à contrôler la conformité entre la quantité exécutée et celle indiquée au marché.
- Les opérations de vérification qualitative consistent, pour les agents désignés à cet effet, à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché.

6.2 Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

6.3 Présence du Titulaire

Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG / FCS, le Titulaire du marché ou son représentant pourra assister, s'il le souhaite et sans qu'il soit besoin que le Pouvoir Adjudicateur le convie, aux opérations de vérification. Le Titulaire doit informer le Pouvoir Adjudicateur de ce souhait au moment de la réalisation de la prestation.

6.4 Déroulement des opérations de vérification

Le Titulaire transmet selon la périodicité fixée au CCTP les rapports de prestations effectuées. A réception desdits documents (adressés par courriel, télécopie ou courrier), le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour procéder au contrôle des prestations réalisées. L'absence de décision au-delà du délai vaut admission des prestations.

6.5 Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérifications, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG / FCS.

7. PREVENTION DES RISQUES AMIANTE (LOT 1)

En raison de la **présence d'amiante sur une partie des zones concernées par les prestations**, les préposés désignés par le titulaire pour exercer les missions prévues au marché, **et devant intervenir sur site**, doivent disposer d'une attestation de compétence telle que mentionnée dans le CCTP.

Le CHU Caen Normandie souhaite attirer l'attention du titulaire sur le délai administratif demandé par les différents organismes pour la délivrance des aptitudes et attestations nécessaires aux interventions en milieu amianté. Il convient donc d'anticiper le plus possible ces démarches.

A noter que s'il ne les a pas fournies dans son offre, **le titulaire a 7 jours, à compter de la notification du marché**, pour produire les aptitudes et attestations de ses intervenants sur site, qui, en tout état de cause ne pourront se rendre en milieu amianté sans présenter au préalable, lesdits documents.

A la charge du titulaire de mettre à disposition de ces personnels les équipements nécessaires à la bonne exécution de son marché et à la protection des ouvriers et du personnel (Equipement de Protection Individuelle, moyens d'accès, matériels, stockage, élimination et évacuation des déchets). Ces matériels et équipements devront respecter les préconisations réglementaires et notamment, si obligation, posséder leurs certificats de contrôle périodique.

Les entreprises doivent respecter l'ensemble des dispositifs de prévention préconisés par le CHU, le CT, les services d'Inspection du Travail et la CRAM, ainsi que toutes les lois et règlements.

Règlements spécifiques à l'amiante :

- Code du Travail : Partie IV, Livre IV, Titre I, Chapitre II, Section 3, Sous-section 2, Articles R4412-94 à R4412-124 et Sous-section 4, Articles R 4412-144 à R4412-148 : Dispositions communes à toutes les activités comportant des risques d'exposition à l'amiante et Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante

- Code de la Santé Publique : Partie I, Livre III, Titre III, Chapitre IV, Section 2, Sous-section 4, Articles R 1334-25 à R1334-29-3 : Obligations issues des résultats des repérages
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

8. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Ils figurent sur le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire pour la maintenance préventive et corrective ou sur tout autre document relatif à l'offre.

Les prix comprennent en outre, pour la maintenance préventive, la main-d'œuvre, les déplacements ainsi que la fourniture des pièces détachées et des consommables nécessaire à la réalisation des prestations.

L'obligation d'information complémentaire et de conseil technique, ainsi que la mise en sécurité des installations, telles que définies au CCTP sont également inclus dans le prix.

L'annexe DC4 à l'acte d'engagement indique, le cas échéant, ce qui doit être réglé à (aux) l'éventuel(s) sous-traitant(s).

8.1 Forme des prix

- Maintenance préventive : **prix forfaitaire**, et détaillé dans le cadre de DPGF du titulaire. Le montant du forfait est intangible, il ne peut être corrigé ou rectifié en cas d'erreur de calcul.
- Maintenance corrective : à **prix unitaires** forfaitisés et détaillés dans le BPU du titulaire. Les prix unitaires figurant à l'acte d'engagement et dans ses annexes sont appliqués aux quantités réellement exécutées ou livrées.

8.2 Prix de règlement

Au cours de l'exécution, le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires si elles sont plus favorables au CHU et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Par ailleurs, le titulaire pourra, à son initiative, appliquer au CHU, une augmentation inférieure à celle devant s'appliquer au regard de la formule de révision ci-dessous.

Mois d'établissement des prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite de remise des offres et compte tenu des taxes en vigueur à la même époque (Mo).

Les prix seront révisés annuellement à compter du 1^{er} avril 2026.

Le titulaire s'engage à faire parvenir au CHU Caen Normandie, par tout moyen permettant d'en donner date certaine, ses nouveaux tarifs, avec un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application de la révision (au plus tard, avant le 1^{er} mars).

A défaut de remplir cette obligation, le titulaire est réputé renoncer à la révision. Les prix de règlement sont donc ceux acceptés pour la période précédente.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après vérification et validation expresse. Passé un délai d'un (1) mois à compter de leur date de réception, l'acceptation sera tacite.

Le prix de règlement du marché sera calculé, sur la base de l'évolution en augmentation ou en baisse des indices suivants publiés par l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>) :

- ICHTrev-TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 : identifiant : 1565183.
- IP : Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 33 – Réparation et installation de machines et d'équipements : identifiant : 010765550.

Les prix seront révisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 \left[\frac{(0,80 \text{ ICHTrev-TS})}{\text{ICHTrev-TS}_0} + \frac{(0,20 \text{ IP})}{\text{IP}_0} \right]$$

dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix d'origine porté dans l'offre,

ICHTrev-TS₀ = Valeur de l'Indice ICHTrev-TS du mois zéro (Mo) : celle de février 2025,

ICHTrev-TS = Valeur de l'indice ICHTrev-TS afférente aux conditions économiques existantes à la date de révision (dernier indice publié au 1^{er} décembre de l'année de révision),

IP₀ = Valeur de l'Indice IP du mois zéro (Mo) : celle de février 2025 ,

IP = Valeur de l'indice IP afférente aux conditions économiques existantes à la date de révision (dernier indice publié au 1^{er} novembre de l'année de révision).

Les coefficients de variation de prix seront arrondis au millième supérieur.

Dans l'hypothèse où un indice serait supprimé au cours de l'exécution du marché, les parties lui substitueraient un indice reconnu équivalent. A défaut d'accord, le marché pourra être résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'une indemnité.

8.3 Clause de butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision sera limitée à une augmentation de 4 % par période.

Cette clause n'est pas appliquée de manière automatique, mais à l'appréciation du CHU Caen Normandie, en fonction des conditions particulières du marché.

9. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

9.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acompte au sens de l'article R2191-21 du Code de la commande publique, d'un montant équivalent à 100 % de la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

La périodicité du versement est fixée à trois mois. Ce délai est ramené à un mois lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise, au sens du II de l'article R.2151-13 du Code susvisé.

L'acompte ne constitue pas un règlement définitif : leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement définitif du marché.

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations objets des bons de commande sont des paiements partiels définitifs.

9.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG / FCS.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes (Cf annexe I) :

- Le numéro de SIRET identifiant l'établissement bénéficiaire

- Le code service permettant de distinguer le service destinataire
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Les factures afférentes au marché portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ la date de la demande d'intervention (pour la maintenance corrective),
- ◆ l'intitulé de la prestation exécutée,
- ◆ l'identification des équipements concernés et des pièces changées (pour la maintenance corrective),
- ◆ le montant hors taxe de la prestation exécutée,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ◆ le montant total des prestations exécutées,
- ◆ la date de facturation.

ATTENTION : Les factures papiers des entreprises concernées par l'article 3 de l'ordonnance précitée ne seront plus acceptées, ces factures devront faire l'objet d'une transmission via Chorus Pro afin d'être payées par l'établissement.

Les demandes de paiement sont adressées directement au CHU Caen Normandie à l'issue des **opérations de vérification** conformément à l'article 6.5 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire mentionne en en-tête le nom du mandant avec une formule « *facture établie au nom et pour le compte du* ».

Le non-respect de ces dispositions entraînera l'obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations et au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation (pour les prestations qui s'exécutent de façon continue).

Périodicité des règlements :

- Prestations traitées à prix forfaitaire (maintenance préventive, astreinte et reconditionnement) :
 - les factures sont réglées semestriellement, à terme échu. La facture, qui reprend la présentation du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire, est adressée, après réalisation complète des prestations et après réception des documents et après admission des prestations.
- Concernant les factures relatives aux prestations de maintenance corrective: La facture est réglée à terme échu, après admission des prestations par le CHU Caen Normandie.

9.3 Mode de règlement

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations s'agissant de l'avance. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au CHU Caen Normandie une indemnisation complémentaire, sur justification.

Pour l'application des escomptes sur les factures au cas de paiement selon un délai réduit, et dans l'hypothèse où le titulaire a proposé cette possibilité dans son offre, le CHU Caen Normandie décide et pourvoit à leur mise en œuvre, directement avec le titulaire.

9.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé du paiement est la Trésorière Principale du CHU Caen Normandie.

10. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE

10.1 Avance

En application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant initial supérieur à 50.000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf en cas de renonciation expresse du titulaire dans son acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de cinquante jours, à compter de la date de notification du bon de commande.

L'avance est fixée à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial du marché et devra être terminé lorsqu'il atteint ou dépasse 80 % du même montant.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé ni actualisé.

10.2 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie.

11. PENALITES

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG / FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, **sans mise en demeure préalable**, des pénalités définies comme suit :

TYPE DE DELAI/PRESTATION	DELAIS/POINT DE DEPART	PENALITES
Défaut de contrôle		200 €
Interruption de la continuité de service des installations	Date de constatation du dysfonctionnement	300 €/jour calendaire
Délai de levée de réserve	Date de remise du rapport du bureau de contrôle au titulaire	30 € par jour ouvré et par équipement
Délai d'exécution des maintenances préventives	Date figurant sur le document de planification validé par les 2 parties	20 € par jour ouvré de retard et par rapport : calendaire ou ouvré
Délai d'intervention de maintenance corrective « urgente »	Après 4 heures suite à la demande	50 € par heure calendaire de retard
Délai de remise en service	Après 8 heures suite à la demande	50 € par heure de retard
Délai de remise des devis	9 ^{ème} jour après la demande du CHU	30 € par jour calendaire de retard
Délai de remise des documents et/ou non tenue à jour de document (plan d'assurance qualité, main courante, comptes-rendus, rapports, registre de sécurité, carnets de suivi...)	Voir CCTP	50 € par jour calendaire de retard et par document

Session de formation	Dates convenues entre les 2 parties	20 € par jour calendaire de retard
Absence aux réunions programmées	Constat de l'absence	150 € par absence
Absence à l'état des lieux suite à travaux	Date convenue entre les 2 parties	150 € par absence
Délai de remise de planning	Voir CCTP	50 € par jour calendaire de retard
Délai de remise de l'inventaire des installations SSI en fin de marché	Lendemain de la fin du marché ou de la période en cours en cas de non reconduction	30 € par jour calendaire de retard
Non-respect de la gestion de stock et du stock minimum	16 jours après que le CHU ait porté à la connaissance du titulaire, par écrit (courrier ou courriel), la constatation du défaut de stock	200 €
Non-respect des modalités d'évacuation des déchets et/ou défaut de nettoyage	Date du constat	50 € par jour

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant, dans la limite de 20 % du montant global de la période de marché concernée. Leur montant est notifié, pour information, au titulaire avant transmission au Trésorier Principal. Il peut être prélevé sur le montant du paiement suivant effectué au profit du titulaire dans le cadre du marché.

12. GARANTIE

Les pièces détachées sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter de son admission.

La durée de garantie figure dans l'offre du titulaire. A défaut, elle est d'une durée minimal d'un an minimum à compter de la date d'admission des prestations.

13. DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Evolution technologique, technique ou réglementaire

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHU Caen Normandie pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation

13.2 Modification du marché

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée L2194-1 du Code de la commande publique.

Le CHU Caen Normandie pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché public afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire.
- en cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public.

- en cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence.
- compte tenu du projet de reconstruction du CHU Caen Normandie sur le site Côte de Nacre, certains bâtiments ont vocation à disparaître. Dans ce cas, un avenant actant l'évolution sera conclu entre les parties.
- en cas d'ajouts d'équipements.
- en cas de suppression d'équipements.

Enfin, la cession complète du marché est possible sous réserve de l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

13.3 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné lors ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché.

13.4 Accès aux établissements – identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux du CHU Caen Normandie sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

13.5 Notification électronique

Le CHU Caen Normandie se réserve la possibilité de notifier les documents modifiant le marché (avenant, décompte de résiliation, acte spécial de sous-traitance etc....) par voie électronique. A cette fin, le profil acheteur pourra être utilisé afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

13.6 Obligation de conseil

Le titulaire assure une obligation de conseil sur les dispositions à prendre en cas d'incident et de mise en garde sur les points reconnus sensibles des équipements dont il assure la maintenance, telle que précisée au CCTP.

13.7 Obligation de résultat

Le titulaire a une obligation de résultat qui consiste à assurer la maintenance préventive et corrective ainsi que la continuité de service des équipements. A cet effet, il les maintient en état normal de fonctionnement conformément aux règles de l'art.

Le titulaire s'engage sur une obligation de moyens concernant l'astreinte.

14. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAUT

14.1 Cas de résiliation

Les stipulations du CCAG / FCS relatives à la résiliation sont applicables, y compris la possibilité pour le CHU Caen Normandie de faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation prononcée à ses torts, sous réserve des dispositions suivantes.

Par ailleurs, en dérogation à l'article 41.2 du CCAG / FCS, le marché pourra être résilié **sans mise en demeure préalable**, en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis ou lorsque le titulaire déclare indépendamment des cas prévus par l'article 40 du CCAG / FCS, ne pouvoir exécuter ses engagements.

Les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre contrat, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au CHU Caen Normandie.

Le marché sera résilié de plein droit, **après mise en demeure préalable** :

- en cas de survenance de changements structurels non prévus pendant la période d'exécution (changement de technique, d'équipement,...).
- en cas de nouvelles non-conformités sur les prélèvements d'eau prévus à l'article 6 du CCTP,

Compte tenu de l'appartenance de l'établissement au GHT Normandie Centre, si la prestation objet du présent marché fait l'objet d'une mutualisation, celui-ci pourra être résilié de plein droit, sans mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 38 CCAG / FCS et aucune indemnité ne sera due.

Enfin, le marché sera résilié de plein droit, **après mise en demeure préalable**, par le CHU Caen Normandie, en cas de survenance de changements structurels non prévus pendant la période d'exécution (changement de technique, d'équipement,...).

14.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 39 (événements extérieurs) du CCAG / FCS, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

La résiliation prononcée pour motif d'intérêt général ouvre droit à une indemnité forfaitaire obtenue en appliquant au montant hors taxe du marché diminué du montant hors taxe déjà réalisé sur la période, un pourcentage à hauteur de 5 %, par dérogation à l'article 42 du CCAG / FCS.

Le titulaire devra en faire une demande écrite, au CHU Caen Normandie, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

En outre, le titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de (15) **quinze jours** après la notification de la résiliation du marché.

Dans les autres cas, le titulaire doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Le préjudice subi est évalué en fonction du manque à gagner lié à la non-exécution de la quantité ou du montant sur lequel le CHU Caen Normandie s'est engagé.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG / FCS, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, le CHU Caen Normandie, verse au titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution par le titulaire, d'un nouveau marché ayant le même objet.

14.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire n'exécutera pas sa prestation dans les délais prévus au marché, ou bien encore n'exécutera pas sa prestation dans une qualité recevable, le CHU Caen Normandie **pourvoira à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire, après mise en demeure préalable** restée infructueuse pendant un délai de 7 jours calendaires.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment du CHU Caen Normandie, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

15. RECOURS AU MARCHE SIMILAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le CHU Caen Normandie pourra recourir à la passation d'un marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec le titulaire pour la dévolution de prestations similaires à celles objets du présent contrat.

16. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de CAEN.

17. VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 14 du présent CCAP.

18. DÉROGATIONS AU CCAG / FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG / FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés publics de fournitures et services sont applicables au présent contrat :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

CCAP	CCAG	Objet
Article 5.4	Article 3.7	Modalités d'exécution des bons de commande
Article 6	Article 27.3	Présence du titulaire lors des vérifications
Article 6	Article 30.3 Article 30.4	Présentation des observations du titulaire avant réfaction ou rejet
Article 11	Article 14.1 Article 14.2	Pénalités de retard
Article 14	Article 41.2	Absence de mise en demeure avant résiliation
Article 14	Article 42	Indemnité de résiliation

* *
*